

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1505. – COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS  
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

---

AVENANT N° 117 DU 4 FÉVRIER 2014  
RELATIF AU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1450421M  
IDCC : 1505

---

**PRÉAMBULE**

Vu l'avenant n° 84 du 28 avril 2008 ;

Vu l'avenant n° 104 du 6 mars 2013,

les dispositions suivantes constituent l'avenant n° 117 à la convention collective nationale du 15 avril 1988, ci-après désignée « convention collective ».

Les partenaires sociaux réaffirment, à l'unanimité, leur volonté de placer la gestion du risque santé au cœur de leur priorité en accentuant, notamment, les actions et démarches liées à la prévention.

En effet, l'interdépendance entre la prévention et les garanties frais de soins de santé renforce la nécessité de mettre en place des actions de prévention spécifiques à la branche.

**Article 1<sup>er</sup>**

Après réexamen des modalités d'organisation et de la mutualisation du régime, et le constat qu'elles assurent le haut niveau de solidarité qu'ils souhaitent, les partenaires sociaux ont décidé à l'unanimité du maintien du régime et des conventions en vigueur.

**Article 2**

Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 3 de l'avenant n° 104 du 6 mars 2013 sont abrogées.

**Article 3**

Les dispositions suivantes de l'article 13 de l'avenant n° 84 à la convention collective nationale du 15 avril 1998 :

« Cette désignation sera réexaminée dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant.

Les modalités d'organisation de la mutualisation du régime seront, quant à elles, régulièrement réexaminées par le comité paritaire de suivi et de gestion. »,  
sont annulées et, conformément aux dispositions légales, remplacées par les dispositions suivantes :

« Les modalités d'organisation de la mutualisation du régime seront régulièrement réexaminées par le comité paritaire de suivi et de gestion.

Elles feront par ailleurs l'objet, tous les 5 ans, d'un réexamen approfondi par la commission nationale paritaire de la branche.

Le prochain réexamen approfondi aura lieu au premier semestre 2018. »

#### **Article 4**

Le présent avenant prend effet au 4 février 2014.

#### **Article 5**

##### *Formalités administratives*

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231- 6 du code du travail auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL) est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 4 février 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FNDPL ;

UNFD ;

FNDE.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FCS CGT.